

LA PRESSE EN REVUE...

MARDI 17 AVRIL 2018

SOMMAIRE

- 1) Il était une fois
- 2) En Gérard Collomb tout n'est pas bon !
- 3) Une nouvelle attaque
- 4) Tous en colère
- 5) Les esclavagistes du XXI siècle

Diez Gérard La Presse en Revue

I) Macron plus en forme qu'en fond



UN AN À L'ÉLYSÉE | L'INTERVIEW

Emmanuel Macron interviewé le 15 avril par Jean-Jacques Bourdin et Edwy Plenel au Palais de Chaillot. Photo Albert Facelly pour Libération

Face à Bourdin et Plenel, le président de la République s'est montré pugnace à défaut d'être convaincant.

On avait suivi Emmanuel Macron jeudi, entre les murs pimpants d'une école normande: face à un Jean-Pierre Pernaut patelin, le chef de l'Etat se faisait pédagogue de ses réformes. On l'a retrouvé dimanche au Théâtre national de Chaillot, à Paris, face aux pugnaces Jean-Jacques Bourdin (BFM TV et RMC) et Edwy Plenel (Mediapart).

La salle de classe s'était transformée en fleuron art déco, fenêtres ouvertes sur la tour Eiffel. Une certaine majesté urbaine et culturelle succédait à la modestie rurale. Et c'est un autre genre d'échange qui attendait le chef de l'Etat: opiniâtre, vigoureux, parfois querelleur. Et tellement bienvenu, face à un pouvoir souvent abrité derrière le rideau de la communication.

C'est pourtant en chef des armées, rôle souvent consensuel, qu'Emmanuel Macron s'est présenté sur le ring. La veille, en Syrie, la France envoyait douze missiles, soit 10% du total des frappes, sur des installations liées au programme chimique du régime.

Décision que le chef de l'Etat a aussitôt dû justifier: ce pouvoir arbitraire du chef des armées, n'est-ce pas *«l'archaïsme d'un pouvoir solitaire»*, demande Plenel. *«Le pouvoir du Parlement est défini par notre Constitution*, rétorque un Macron piqué. *On ne va pas changer de Constitution parce qu'elle ne vous plaît pas.»*

«J'ai besoin de remettre le pays au travail»

La France n'est-elle pas sortie du droit international en frappant sans l'aval de l'ONU? Non, puisqu'elle aurait agi *«pour que les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU ne soient plus lettre morte»*. Quant à la Russie, elle est *«complice»* des crimes commis, assène le Président, pour avoir *«construit méthodiquement l'incapacité de la diplomatie internationale»*. Echanges plus vifs encore sur la politique nationale.

«Plutôt qu'En marche, votre mouvement ne devrait-il pas s'appeler "En force"?» attaque Plenel. *«Est-ce une question ou un plaidoyer?»* rétorque Macron, assurant entendre *«toutes les colères»*, mais ne leur accordant pas à toute la même légitimité: *«Le mécontentement des cheminots a peu à voir avec le mal-être des hôpitaux qui dure depuis des années»*, hiérarchise-t-il, sans considération pour celui des zadistes de Notre-Dame-des-Landes, *«des gens qui n'aiment plus l'ordre républicain»*.

Nouvelle passe d'arme sur le cas Carrefour: le groupe distribue 45% de ses bénéfices sous forme de dividendes, en même temps qu'il mène un plan social de 2400 personnes. *«Votre rôle est tout simple, faire en sorte que tout cela soit un peu plus égalitaire»*, lance Bourdin à un Macron piqué au vif: *«Je vous remercie de me donner ce que je dois faire. Je ne peux pas être en désaccord avec ce que vous dites»*, rétorque-t-il. *«Alors quelle solution?»* insiste Bourdin. Le chef de l'Etat recule, mais ne cède pas, se disant attaché *«d'abord à un dialogue social au niveau de l'entreprise et des branches»*. Bourdin le coupe:

«Mais l'argent vous savez où le trouver l'argent, dans le porte-monnaie des retraités?» Macron: *«J'ai besoin de remettre le pays au travail.»* Mais *«le pays travaille déjà»*, l'interrompt cette fois Plenel. *«Il y a des gens qui travaillent dur et qui ne gagnent pas assez de leur travail»*, enchaîne le chef de l'Etat.

Corps à corps

La suite de l'entretien s'avère moins orageuse et pourtant d'une intensité rare pour une interview présidentielle. Emmanuel Macron n'écarte pas l'idée d'un deuxième jour férié travaillé pour financer la dépendance des personnes âgées: *«Je ne suis pas contre, c'est une piste intéressante.»*

Sur la réforme de la SNCF, il précise –a minima– ses intentions concernant la dette de l'entreprise, annonçant que celle-ci sera *«progressivement»* reprise par l'Etat à partir de 2020. Macron est interpellé sur les violences policières dans les facultés et à Notre-Dame-des-Landes. *«La répression, c'est votre façon de fêter Mai 68?»* demande le patron de Mediapart.

«Question cash, réponse cash?», ajoute-il. *«Toujours entre nous»*, répond Macron, sourire gourmand. Au fil de la soirée, le téléspectateur découvre un Macron qu'il avait oublié. Descendu dans l'arène, comme conscient des limites de son habituelle communication sur papier glacé, Macron a renoué avec l'ex-candidat qui avait affronté Marine Le Pen dans le débat de l'entre-deux-tours.

Et surprise: il est presque plus efficace, dans ce combat au corps à corps que dans l'emphase solitaire de beaucoup de ses discours. Le voilà bousculé en direct, contredit, perdant parfois son calme. Mais aussi répondant du tac au tac, défendant ses réformes avec une ardeur nouvelle, argumentant férocement avec Plenel. C'est le grand mérite des deux journalistes d'avoir créé ce moment singulier –quitte, parfois, à perdre le spectateur non averti.

Difficile de dire si Macron est sorti vainqueur de cette émission. Mais celle-ci avait un grand mérite: même dans ces moments de confusion, elle était en phase avec ce moment politique inédit, celui où le pouvoir semble jouer à quitte ou double sur plusieurs fronts.

[Grégoire Biseau](#), [Dominique Albertini](#)



MAIS AUSSI:

1) Face à Macron, Bourdin et Plenel "ont cassé les codes" de l'interview politique: "La profession va nous tomber dessus"

Dans un an, on prend les mêmes et on recommence? "Chiche".

Ils ont "cassé" les codes de l'interview politique et c'est "la seule et l'unique fierté" de Jean-Jacques Bourdin, qu'importe les critiques. Ce lundi 16 avril, le présentateur de RMC et Edwy Plenel, avec qui il a partagé la vedette, sont revenus sur [l'interview d'Emmanuel Macron](#), estimant qu'ils avaient révolutionné l'exercice, comme le montre [la vidéo en tête d'article](#).

Une fois n'est pas coutume, Jean-Jacques Bourdin était ce lundi l'invité de l'émission qu'il anime en tant normal sur [RMC](#). Et le journaliste s'est félicité de la prestation de la veille face au président de la République: "Toutes les interviews où on prend ses distances et surtout où on ménage... On ne pourra plus les voir et ça, je suis content de ça", a affirmé Jean-Jacques Bourdin.



Les interviews où on prend ses distances et où on ménage, on ne pourra plus les voir"

[@JJBourdin_RMC](#) [#BourdinDirect](#)
[#MacronBFMTV@EmmanuelMacron](#)

L'interview a notamment surpris par sa longueur, mais également par le ton des deux journalistes, qui a poussé certains à y voir davantage un "débat" qu'une interview classique. Un choix assumé par Jean-Jacques Bourdin ce lundi: "Nous savions en acceptant que l'Elysée avait derrière la tête l'idée de provoquer une interview différente", a déclaré le présentateur, appuyé par Edwy Plenel.

"L'interview présidentielle en France est une interview monarchique. Notre objectif tout simple c'était d'abord de casser ça", a affirmé le fondateur de *Mediapart*.

Et de balayer les "critiques" probables de la profession sur l'exercice: "Je m'en moque, et je pense qu'Edwy est comme moi, on s'en moque", a ainsi martelé Jean-Jacques Bourdin. "Ce qu'il faut dans une interview avec un président de la République comme avec un leader de l'opposition, c'est ne pas être au service de l'interviewé."

Un exemple de cette ligne de conduite? Le choix d'appeler Emmanuel Macron par son nom, et non par sa fonction. "Quand je suis là le matin, tous mes interlocuteurs, qu'ils soient président, ministres, premiers ministres, je les appelle toujours par leur nom et leur prénom, comme on le fait dans une conversation", s'est défendu Jean-Jacques Bourdin.

« Nous sommes sur le même plateau, nous sommes ensemble pour parler de l'avenir de notre pays. Je ne vois pas pourquoi j'aurais tout à coup cet acte déférent 'monsieur le président', a-t-il soutenu, tout en démentant cependant tout manque de respect de la fonction présidentielle.

Jean-Jacques Bourdin s'est notamment réjoui de la préparation de l'interview, affirmant qu'à "aucun moment" l'Elysée n'avait tenté d'obtenir les questions avant la rencontre. "Evidemment sur le fond il y a des quantités de choses à dire, mais sur la forme, je suis satisfait", a affirmé le journaliste, dans ce qui pourrait passer pour une pique peut-être à Jean-Pierre Pernaut, qui avait interviewé trois jours plus tôt Emmanuel Macron, dans un face à face jugé peu convaincant.

Le journaliste estime cependant que l'exercice a été également "réussi" du côté du président de la République, bien que ce dernier lui ait semblé "à l'aise sur certains sujets, et moins à l'aise" sur d'autres comme l'immigration ou l'islam.

<http://www.bfmtv.com/mediaplayer/replay/bourdin-direct/>



2) Macron, pas à la fête pour son anniversaire

Lionel Venturini Humanite.fr



AFP

Durant près de trois heures, le chef de l'État a été sur le grill, pour une interview censée marquer sa première année à l'Elysée.

Une quarantaine de secondes télévisées de marches descendues, pour enfin arriver au théâtre de Chaillot, « en majesté ». Comme un air d'arrivée au Louvre, le soir de l'élection, pour Brigitte et Emmanuel Macron, qui ont dimanche soir signé leur apparition. Une mise en scène de trop, quand l'heure est sérieuse, avec le premier engagement militaire par le chef de l'État depuis son arrivée.

« De nombreux Français doutent de vous, perdent patience », dit Jean-Jacques Bourdin en préambule. « L'Histoire jugera », botte en touche Emmanuel Macron.

Syrie : "comme très peu d'armées au monde peuvent le faire"

" Hors cadre de l'ONU n'est-ce pas un problème ? " demande Edwy Plenel, ce fut « de manière strictement légitime dans un cadre multilatéral »,

répond Macron, revenant sur le veto russe comme faisant de Moscou, de facto, « un complice » du régime de Bachar El Assad en ayant « impuissanté » la communauté internationale. Et glissant pudiquement sur l'aspect légal, ce qui n'est pas la même chose. L'aspect « multilatéral », avec pour seuls partenaires les USA et son allié historique la Grande-Bretagne, est plutôt mince comme argument. Ce n'est pas « un acte de guerre », assure Macron, mais « un acte de représailles », en raison d'une « infraction réitérée et prouvée » -alors le nombre d'Etats dans cette situation sont légions.

« On le sait », assure Macron quant à la présence effective d'armes chimiques sur les sites visés, tandis que le quai d'Orsay se montrait moins affirmatif samedi, quant à la capacité de la France d'en apporter la preuve avec ses propres moyens. « Comment on obtient la paix en faisant la guerre. Pas de réponse », twitte durant l'émission Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF.

Poussant le questionnement comme rarement dans le passé dans un entretien présidentiel en France, les deux journalistes énervent passablement le chef de l'État, « je conteste l'orientation de votre question », posant la question de la coagulation des mouvements sociaux. « Il n'y en a pas tant que ça », balaie le chef de l'État. « La colère de qui ? à Notre-Dame des Landes, elle n'a rien à voir avec les cheminots », s'empare Emmanuel Macron.

En passant au thème de l'évasion, fiscale, le chef de l'État sait qu'il risque le qualificatif de « président des riches ».

Malte et le Luxembourg ne sont pas des paradis fiscaux, se demande Jean-Jacques Bourdin ? Le président défend les « avancées » passées, d'échanges d'informations pour l'essentiel, et sans effet notable jusqu'ici. C'est de l'« optimisation fiscale », rétorque le président. Oubliant que dans ses gènes, et depuis l'Acte unique européen, la mise en concurrence des systèmes fiscaux est la règle. « Je n'ai pas d'amis là où je suis », objecte-t-il, quand le nom de Bernard Arnault est prononcé. Macron, quand il reçut le premier ministre du Luxembourg en début de mandat, avait soigneusement évacué le sujet. « Nous serons intraitables en matière fiscale », avance pourtant le président, voulant « distinguer la fraude de l'optimisation » : ce qui revient à ne rien faire. Idem pour le « verrou de Bercy », qui protège les gros fraudeurs fiscaux, renvoyé à un vagues futur. « Harmoniser la fiscalité en Europe, il faut d'abord changer la règle de l'unanimité sur les sujets fiscaux au sein de l'Union Européenne ! », objecte sur Twitter le sénateur Eric Bocquet, spécialiste de la question.

Le CICE, soutient encore Macron, ce « n'est pas un cadeau (...) Quand on empêche les gens de réussir ils vont réussir ailleurs ». « Flat tax » avantageuse pour le capital, et quasi disparition de l'ISF n'en seraient pas non plus... « J'assume les gestes fiscaux », explique Emmanuel Macron, quand l'argent est réintroduit dans l'économie », - sans contrôle- rappelle un intervieweur. Et chiffrées par ATTAC à sept milliards d'euros en tout.

"L'argent, on le trouve pour nos priorités », assure Macron, quand un peu plus tard au cours de l'émission on lui met sous le nez les réductions de budget pour les hôpitaux (moins 1,6 milliards d'euros en 2018). « Une moindre augmentation » qu'attendue, répond Macron. Non, « le budget

2018 n'était pas « moindre que ce que certains attendaient », mais inférieur à l'augmentation mécanique des dépenses », réagit le député PCF Pierre Dharréville sur les réseaux sociaux. Macron lance l'option 'une seconde « journée de solidarité », c'est à dire un nouveau jour férié devenant travaillé, pour financer la prestation dépendance. « Ma priorité, ce sont les vulnérables de la Nation », dira un peu plus tard le chef de l'État, dans une de ces formules générales qu'il affectionne. Au cours de l'émission, Macron lâchera que "certains ministres ont renoncé à beaucoup d'argent pour entrer au gouvernement », dans une remarque déplacée, quant au sens de l'État exigé.

« Il n'y aura pas de création d'un nouvel impôt local ni d'un impôt national » assure le président, quand des questions se posent sur la compensation par l'État de la disparition de la taxe d'habitation, qui inquiète les communes. Le président redit que « tous les régimes spéciaux auront vocation à converger », soit la fin annoncées régimes spéciaux. Sur la SNCF, Emmanuel Macron parle des négociations sur la dette, reprise par l'Etat à compter de 2020. « Par contre il faut lui dire que c'est les banquiers qui se goinfrent avec, pas les cheminots. Histoire qu'il aille au bon endroit pour négocier ... » se moque le député (FI) Loïc Prudhomme sur Twitter.

A propos des universités, le président convient à mi-mot que l'expression employée, «agitateurs professionnels», peut être violente. Mais n'entend pas bouger d'un iota son projet.

Sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, le président se révèle hermétique aux inventions locales, aux projets collectifs locaux, refusés par le gouvernement. « Pourquoi ne l'ont-ils pas fait depuis dix ans », se demande le président, comme si les zadistes pouvaient se constituer en Scop ou exploitation agricole sur des terrains... de Vinci jusqu'à l'abandon du projet.

La légitimité démocratique, il la revendique en dépit du caractère particulier de son élection. Tout juste reconnaît-il « la colère » des Français, seule « explication conjoncturelle » à son élection. « Le problème n'est pas que Macron manquerait de légitimité démocratique... Il a été élu. La question est la faiblesse de sa base sociale d'où la tentation de nier la convergence des mécontentements et le recours autoritaire aux forces de l'ordre », commente l'écologiste David Cormand.

Le droit d'asile et l'occasion d'une nouvelle passe d'armes, délit de solidarité, rétention de mineurs et d'enfants : les députés sont libres, affirme Macron, tandis que des amendements issus de la majorité ont été refusés par le groupe En marche.

Et reprend au passage le terme de « submersion migratoire » employé or son ministre de l'Intérieur Gérard Collomb, reprenant lui même une terminologie d'extrême droite. « ! La majorité des migrations africaines se font à l'intérieur même de l'Afrique. Arrêtons avec ce mythe dangereux de la submersion migratoire ! » a réagi la députée PCF Elsa Faucillon. Le président concède que « le délit de solidarité je souhaite qu'il soit adapté, pas supprimé », dit-il, tout en effectuant un parallèle.... Avec les passeurs.

En fin d'émission, le directeur de Mediapart souligne qu'Emmanuel Macron a été élu « sur ce socle de 18% des inscrits » ce qui agace visiblement, Jupiter "dézingué". Tandis que jamais il n'a été appelé « monsieur le président » au cours de l'entretien, le jeune président qui veut faire bouger les lignes s'est réfugié derrière la fonction dès qu'il est chahuté par ses deux intervieweurs.

Même si rendez-vous est pris pour un nouvel "entretien d'évaluation" dans un an, pas sûr qu'Emmanuel Macron se rejouisse à l'idée de recommencer l'exercice.

[Lionel Venturini](#)

rubrique politique

l'Humanité.fr

3) Emmanuel Macron, le pouvoir et l'argent

Par [Pouria Amirshahi](#)

En cherchant à déminer les risques de convergence des « colères » qui colorent la tension sociale, le chef de l'État a justifié sa politique par un discours libéral souvent repris du... vieux monde.

Les amoureux et spécialistes des interviews présidentielles se feront un plaisir de décortiquer cet exercice inédit, qui marque un tournant bienvenu en la matière. L'affiche en elle-même avait une certaine intensité, qui devait sans doute autant au moment social exceptionnel de l'ère Macron qu'au duo inédit d'intervieweurs (Jean-Jacques Bourdin et Edwy Plenel). La Syrie a donné le ton (voir [l'article de Denis Sieffert](#)) : la parole présidentielle ne suffira pas et les intervieweurs ne sont pas là pour servir la soupe. Ils se posent avant tout comme journalistes « relais » des citoyens. Côté Macron, les réponses se font sans notes, avec aisance. Les échanges sont directs, ce qui n'empêchera pas Emmanuel Macron d'emprunter parfois une langue de bois digne de « l'ancien monde » : « *Je veux qu'on réussisse* » succède à « *il faut chercher les causes et trouver les bonnes réponses* » avant un « *je veux relancer l'activité économique pour une plus grande cohésion sociale* ».

Mais l'objectif du président de la République est clair : déminer les risques de convergence des « colères » qui colorent la tension sociale installée dans le pays. Certes, le fondateur d'En marche ! n'a pas manqué de rappeler qu'elles préexistaient à son élection, voire qu'elles en sont pour partie la raison... Une façon de répondre à Edwy Plenel qui lui rappelait son véritable péché originel de légitimité du fait des conditions de son élection.

« L'argent on le trouve... pour nos priorités »

Pas sûr qu'il soit parvenu à convaincre et à renouer le dialogue... notamment lorsqu'il livre son diagnostic. Ainsi par exemple quand il énonce que la crise dans les hôpitaux est d'abord la faute des citoyens « *qui se rendent trop facilement aux urgences pour se faire soigner* » (alors même qu'il reconnaît la grande difficulté à trouver des médecins dans certains territoires). Ou encore lorsqu'il refuse de concéder à Edwy Plenel la responsabilité des actuels dirigeants de la SNCF dans la situation des salariés. Sa persévérance à ne pas répondre à Jean-Jacques Bourdin qui a invoqué avec insistance le contraste saisissant entre ceux qui, depuis un an, s'enrichissent toujours plus et tous les autres ne l'aura pas aidé...

Emmanuel Macron a nettement justifié sa politique en faveur des plus riches, conçue comme le point de départ d'une relance du pays, qui, lui, devra attendre les effets bénéfiques de ces choix. En attendant, assume-t-il, « *l'argent on le trouve... pour nos priorités* ». Qui a dit qu'« *il n'y a pas d'argent magique* » ? S'il affirme « *ne pas croire à la théorie du ruissellement* » (NDLR : quand les riches iront mieux, les autres suivront), les premiers de cordée restent la cible car il demeure persuadé, comme François Hollande avant lui, qu'alléger leurs impôts évite qu'ils « *quittent le pays* » et leur permet au contraire de « *réinvestir* ».

Une rhétorique libérale et autoritaire

La rhétorique libérale est bien en place et s'il fallait bien qu'il se dise « *intraitable contre la fraude fiscale* » (entre 60 à 80 milliards d'euros par an), le président de la République n'a pas bougé d'un iota sur son agenda économique et fiscal. La redistribution n'est pas à l'ordre du jour, même s'il affirme comme presque tous les pouvoirs ou presque depuis Raymond Barre qu'il entend « *baisser les cotisations de tous les travailleurs de France pour que le travail paie mieux* ». Là encore, le vieux monde...

Sur le terrain des libertés publiques, c'est du Collomb sur toute la ligne. Autrement dit, face à la « *tyrannie de certaines minorités* », Macron veut croire « *en l'ordre républicain* » : répression à Notre-Dame-des-Landes contre les « *occupations illégales* », renvoi de tous les migrants non régularisés, maintien de l'autorisation de rétention des enfants car « *sinon cela favorisera les filières* ». Celui qu'on avait connu plus ferme sur les grands principes s'est même laissé aller de façon inquiétante à justifier les propos de Gérard Collomb sur le risque de « *submersion migratoire* » que courrait, selon lui, la France.

Des pistes de réformes imprécises

Tout au plus a-t-il ouvert un long catalogue de pistes de réformes sans jamais préciser les choses : une refonte générale des régimes de retraite en un seul dans les dix ans, une nouvelle répartition de la taxe foncière entre communes, régions et départements ; une adaptation du délit de solidarité ; une garantie d'incessibilité des titres publics dans la future SNCF (pourtant refusée lors du débat parlementaire) ; une reprise de la dette de la SNCF (46,6 milliards) mais qui « *débutera à partir du 1^{er} janvier... 2020* » ; l'annonce de « *la fin de la T2A* » (tarification à l'activité dans les hôpitaux) et d'une « *meilleure politique de prévention* » dans un plan de réforme de l'hôpital qui ne sera présenté que fin mai, ou encore la création d'un cinquième risque « grand âge » (ou « dernier âge ») de la Sécurité sociale pour faire face aux défis de la prise en charge du

vieillesse. Même là, le libéralisme n'est pas loin ; il en est même tout prêt lorsqu'il dit sa préférence pour instaurer une deuxième journée de solidarité, après celle de la Pentecôte qu'avait décidée le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin en 2003 (c'est-à-dire une journée de travail non rémunérée...).

Enfin, dans un moment d'hésitation inhabituelle sur le thème de la laïcité, Emmanuel Macron a finalement osé répondre à un Bourdin soudainement crispé sur la question de l'islam qu'il « *respecte* » les femmes voilées, rappelant sa doctrine d'apaisement : « *L'État est laïque, pas la société.* »

Des non-dits révélateurs

Pas une seule fois, il n'aura évoqué l'écologie ou le climat. Il n'aura rien dit sur l'Europe, sauf pour en décrire lui-même les mécanismes d'évasion fiscale organisée de l'Irlande à Malte en passant par les Pays-Bas et le Luxembourg, parfois au profit de grandes fortunes françaises. Mais pas question de « *donner des instructions à Bercy* » contre le groupe Pinault qui aurait [selon Mediapart](#) « évadé » 2,5 milliards d'euros. Macron préfère affirmer platement qu'il entend œuvrer pour la « *convergence sociale et fiscale* » entre les pays membres de l'Union. Velléitaire quand ça l'arrange, le président de la République, a affirmé « *s'en remettre aux parlementaires* », faisant ainsi mine de respecter un Parlement qu'il n'avait pourtant pas hésité à contourner lors des ordonnances sur la loi Travail notamment.

Après un an d'exercice, le téléspectateur aura aussi tenté de mieux connaître un homme qui était encore il y a deux ans un inconnu. Ils auront sans doute retenu quelques passages sur la vision d'Emmanuel Macron dans le rapport à l'argent et au pouvoir, deux questions auxquelles il n'a pas vraiment su répondre. Ni quand Edwy Plenel lui rappelait son propos sur « *les riches (qui) n'ont pas besoin de Président, [car] ils se débrouillent bien tous seuls* » comme si les riches étaient « *en dehors de la République* » pour reprendre la formule du journaliste... Ni à Jean-Jacques Bourdin qui demandait directement à un Président aux pouvoirs constitutionnels trop grands pour un seul homme : « *N'êtes-vous pas dans une illusion puérile de toute-puissance* » ? Emmanuel Macron s'est toutefois livré un peu par cette stupéfiante assertion : « *Les ministres que j'ai choisis ont parfois fait des sacrifices, ils ont perdu beaucoup d'argent.* » Les pauvres.

par [Pouria Amirshahi](#)

Politis

II) Notre-Dame-des-Landes : Gérard Collomb tombe le masque sur la liberté de la presse vue par la Macronie

Par [Magazine Marianne](#)

Journalistes tenus à l'écart, gendarmes tournant leurs propres images voire portant des brassards "presse" pour ce faire, et un ministre de l'Intérieur assumant le tout sous prétexte d'"objectivité" : cette semaine, le gouvernement a montré à Notre-Dame-des-Landes un mépris total de la liberté de la presse.

Un cas d'école. L'évacuation, depuis lundi, de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, donne à voir la conception macronienne de la liberté de la presse. Et elle est pour le moins... originale. D'emblée, les journalistes ont été tenus à l'écart de la situation, les autorités proposant sans rire aux médias de reprendre les images tournées et mises à disposition par la gendarmerie, venue sur le terrain avec ses propres caméras.

Et mardi, sur LCI, le ministre de l'Intérieur en personne, Gérard Collomb, n'a pas hésité à justifier cette censure par une déclaration ubuesque : "Ce que nous voulions, c'est qu'il puisse y avoir de la part des spectateurs un jugement qui soit un jugement objectif". L'objectivité, c'est donc le point de vue du gouvernement. Pourquoi, dès lors, ne pas appliquer ce sain principe au traitement de toute l'actualité ?



Non content d'empêcher la presse de faire son travail, le gouvernement aurait même poussé le bouchon jusqu'à équiper des agents des forces de l'ordre de brassards "presse". "Selon plusieurs témoignages de journalistes présents lors de l'évacuation de la zone dite de Notre-Dame-des-Landes, plusieurs membres des forces de l'ordre portaient sur eux un brassard identifié 'presse'", écrit ce jeudi 12 avril Claude Cordier, président de la Commission de la carte de presse professionnelle (CCIJP), qui "dénonce ce fait qui porte atteinte à la profession de journaliste".

"Une imposture qui peut tomber sous le coup de la loi"

Dans un communiqué publié sur son site dès mercredi, le Syndicat national des journalistes (SNJ) n'a pas mâché ses mots : "Les seuls « reporters » autorisés à se déplacer sur le site et à filmer les évacuations sont une dizaine de gendarmes dotés de dossards « Presse », et équipés de caméras. Il s'agit là d'une imposture qui peut tomber sous le coup de la loi, et qui met en danger le travail des journalistes sur le terrain et même leur intégrité physique". A noter que se faire passer pour un journaliste peut constituer un

délit, si cette falsification permet par exemple d'extorquer certaines informations. Ce qui serait piquant de la part de gendarmes chargés de faire respecter la loi...



Ce jeudi, la gendarmerie nationale a réfuté sur Twitter avoir porté de tels brassards : "Le service communication de la gendarmerie est sur place. Ces gendarmes et personnels civils de la gendarmerie n'ont jamais porté de brassard presse. #FakeNews #Rumeurs".



Ce qui ne fait pas l'ombre d'un doute, en revanche, c'est que le ministère de l'Intérieur s'est confortablement assis sur la liberté de la presse dans la gestion de ce dossier. Tous les journalistes présents attestent que les 2.500 gendarmes dépêchés sur place ont empêché les médias de faire leur travail. Avec ou sans brassard, c'est inacceptable.



III) Nouvel assaut contre la loi sur le secret des affaires

Rédaction Reuters

PARIS (Reuters) - Des organisations non gouvernementales, "lanceurs d'alerte", syndicats, journalistes et chercheurs ont appelé lundi Emmanuel Macron à restreindre le champ d'application de dispositions sur le "secret des affaires" que le Sénat, après l'Assemblée nationale, s'apprête à adopter.



Des organisations non gouvernementales, "lanceurs d'alerte", syndicats, journalistes et chercheurs ont appelé lundi Emmanuel Macron à restreindre le champ d'application de dispositions sur le "secret des affaires" que le Sénat, après l'Assemblée nationale, s'apprête à adopter. /Photo prise le 16 avril 2018/REUTERS/Charles Platiau

Les députés français ont adopté le 28 mars en première lecture cette proposition de loi qui transpose une directive européenne relative à "la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulguées".

Le Sénat doit en faire autant mercredi.

Or, ce texte "est lourd de menaces pour la liberté d'expression" car, s'il est adopté, "le secret sera la règle et la liberté d'expression l'exception", estime dans un communiqué l'association Anticor contre la corruption, pour laquelle sont particulièrement menacés les journalistes et lanceurs d'alerte.

"Rien n'impose à la France de faire une transposition servile de la directive", ajoute Anticor.

Un point de vue partagé par près de 80 signataires d'une lettre ouverte au chef de l'Etat diffusée lundi, dont les ONG Sherpa et Transparency France, des syndicats, des sociétés de rédacteurs, le Syndicat de la magistrature ou celui des avocats de France, ainsi que l'organisation écologiste Greenpeace.

"La France dispose de marges de manoeuvre pour la transposition de la directive dans son droit national et peut faire le choix de préserver les libertés tout en respectant le droit européen", estiment-ils.

Pour les signataires, la proposition de texte présentée par la majorité parlementaire et durcie par la commission des lois du Sénat "remet en cause l'intérêt général et le droit des citoyens à l'information".

“Nous, signataires de cette lettre ouverte (...), nous opposons à l’adoption en l’état de cette loi et vous demandons, M. le président, de défendre le droit à l’information et l’intérêt général en restreignant le champ d’application du secret des affaires aux seuls acteurs économiques concurrentiels”, concluent-ils.

Emmanuel Jarry, édité par Yves Clarisse



IV) Plus d'un millier de motards et d'automobilistes en colère en Auvergne-Rhône-Alpes contre les 80 km/h



Plus d'un millier de motards et d'automobilistes en colère ont manifesté samedi en Auvergne-Rhône-Alpes pour dénoncer la future limitation à 80 km/h de la vitesse sur les routes secondaires.

© PASCAL PAVANI / AFP

Plus d'un millier de motards et d'automobilistes en colère ont manifesté samedi en Auvergne-Rhône-Alpes pour dénoncer la future limitation à 80 km/h de la vitesse sur les routes secondaires.

A Lyon, 600 personnes se sont rassemblés en début d'après-midi, réunissant quelque 510 véhicules, selon la préfecture du Rhône.

" limiter la vitesse à 80, c'est une grosse c...", a estimé Franck Bonnet, 52 ans, interrogé par l'AFP dans le cortège lyonnais.

"Si on roule à 80, et qu'un camion vous suit à 80 et que vous devez mettre un coup de frein, il va vous passer dessus. Il y a sûrement d'autres choses à verbaliser, comme l'alcool. Quand vous conduisez vite, vous mettez moins de temps et vous polluez moins", a souligné ce manifestant.

"Le président (Macron) ne veut pas reculer. Nous non plus. Il est temps qu'il le comprenne. Il dit que cette mesure doit être expérimentée pendant deux ans. Ça déjà été fait et ça n'a rien donné. Pourquoi engager une expérimentation alors que les faits montrent que cela n'a pas marché ?", s'est interrogé Julien, coordinateur adjoint de la Fédération du Rhône - organisatrice de la manifestation - et qui souhaite rester anonyme.

Des rassemblements se sont également tenus dans d'autres villes.

A Grenoble, il étaient 450 motards, selon le compte Twitter de la police.

A Dijon, plus de 500 motos et cent voitures

étaient également attendues pour défiler cet après-midi, selon le quotidien régional Le Bien Public.

Plusieurs autres manifestations sont également en cours dans les rues de Clermont-Ferrand, Chalon-sur-Saône et du Puy-en-Velay.



V) La « gig economy » ou le nouveau prolétariat



Souvent présentées comme « innovantes » ou « disruptives », voire carrément « révolutionnaires », des start-up comme Uber, Deliveroo, Foodora, ou encore des plateformes de micro-travail comme AMT (Amazon Mechanical Turk) ou Taskrabbit constituent peut-être une véritable révolution, mais au sens propre du terme : un retour au point de départ. En d'autres termes, une régression.

Les entreprises qui se réclament de « l'économie du partage », que l'on appelle de plus en plus la *gig economy* (l'économie des petits boulots), nous font en réalité redécouvrir ce qu'était le monde ouvrier au XIXe siècle : une extrême dépendance économique, une vie de labeur sans loisirs et le travail comme seule contrainte. C'est ce que j'appelle la « révolution de la servitude ».

Pour ces plateformes digitales, l'ennemi, c'est le marché du travail, toujours trop rigide, et en particulier le salariat, inadapté, anachronique. Le but est donc de recourir le plus possible à des formes alternatives d'emploi, en arguant de leur modernité et du caractère obsolète des formes traditionnelles de contrat liant un employeur à un employé. Le travail indépendant et sa reconnaissance statutaire (auto-entrepreneur, en France, pour l'essentiel) constituent ainsi une aubaine à laquelle les plus voraces des capitalistes du début du XXe siècle n'auraient pas pu rêver !

L'homo flexibus comme modèle

Sur un marché du travail très flexible et hyper-individualisé, comme l'était le monde ouvrier au XIXe siècle, ces start-up peuvent continuer à s'en donner à cœur joie. Le volume hélas considérable de travailleurs indépendants contraints, d'auto-entrepreneurs par défaut, et la concurrence extrême qu'il y a entre eux permettent à ceux qui les « emploient » de s'affranchir en toute impunité de toutes les nécessités contemporaines

qu'ont imposées les grandes lois sociales, sur la réduction du temps de travail ou sur la protection sociale.

L'individualisation radicale que produit la « gig economy » dans le monde du travail ubérisé est l'un des nombreux aspects de ces start-up en situation de domination d'un marché.

Dans le monde impitoyable de la « *food tech* », par exemple, c'est au travailleur d'assumer les risques inhérents à son travail (les accidents de vélo par exemple) en prenant à sa charge une assurance privée. Privés de véritable possibilité de négociation collective organisée (par un syndicat), ces travailleurs indépendants malgré eux n'ont plus d'autre choix que de protester (au besoin en recourant à la violence) pour tenter de se faire entendre, comme l'ont démontré par le passé les mouvements de colère des chauffeurs d'Uber.

Ces « nouveaux prolétaires » incarnent un morceau cette économie digitale prédatrice. L'individualisation radicale que produit la « *gig economy* » dans le monde du travail ubérisé est l'un des nombreux aspects, nuisibles, de ces start-up en situation de domination d'un marché qui, sous couvert d'innovation et de rupture, créent certes de l'emploi, mais un emploi au rabais, un emploi pour ceux qui acceptent de renoncer aux conquêtes sociales pour se transformer en *homo flexibus*, servile et corvéable à merci ; un emploi dont on considère, au XXIe siècle, qu'il n'est plus digne de notre temps.

Le succès des « licornes »

Mais au fond, ces start-up ne sont pas si blâmables. Elles suivent leur logique financière (être valorisées au maximum pour pouvoir être revendues une fortune), celle que leur dictent leurs nombreux actionnaires : elles profitent des failles de la réglementation pour se déployer et conquérir leur marché. Elles ne font pas que cela en France ; elles le font partout dans le monde. Elles s'installent dans un pays, analysent la situation du marché, la façon dont il est réglementé et, s'il ne l'est pas trop, s'il laisse suffisamment de marges de manœuvre, assez de liberté, elles développent leur position et, puisqu'il n'y a pas vraiment de règles, de normes, imposent les leurs.



Sur la question du respect des normes sociales – c'est-à-dire de la loi – comme sur la question de la fiscalité, ces « licornes », comme on appelle les start-up valorisées plus d'un milliard d'euros, profitent du déficit de régulation et, plus généralement, du retrait de la puissance publique, c'est-à-dire en dernier ressort de nous autres, les citoyens. Airbnb et Uber ne payent par exemple qu'une centaine de milliers d'euros d'impôts en France, l'un de leurs principaux marchés dans le monde, alors qu'elles sont valorisées des dizaines de milliards d'euros...

Au fond, le sujet de la fiscalité des GAFAs, en débat en ce moment au niveau de l'Union européenne, du contournement des normes sociales ou encore, dans un domaine bien différent, de la lutte contre la haine en ligne renvoient tous au même problème : le monde numérique échappe en grande partie à nos lois, lesquelles ne s'y appliquent pas, ou très peu. Il est temps que cela change.

Karim Amellal vient de publier *La révolution de la servitude. Pourquoi l'ubérisation est l'ennemie du progrès social*, éditions Démopolis, 15 mars 2018, 196 pages, 19 euros.

© Photo : Flickr



Karim Amellal

Karim Amellal est auteur, entrepreneur

et enseignant à Sciences Po Paris. Co-fondateur de la plateforme de vidéos scientifiques SAM Network et du média sur l'Algérie Chouf-Chouf, il travaille depuis plus de 15 ans sur l'accès des jeunes à la culture et à l'éducation. [En savoir plus...](#)



chronik.fr

A Suivre...
La Presse en Revue

LAPRESSEENREVUE.EU

A Suivre...
La Presse en Revue

A Suivre...
La Presse en Revue